L'accès à l'eau, un droit pour tous

La conférence de l’ONU sur l’eau qui a ouvert ses portes ce mercredi à New York devient l’occasion d'adopter des actions concrètes permettant de progresser dans la réalisation des Objectifs de développement durable et des cibles liées au liquide vital.

Plus de 40 ans se sont écoulés depuis la précédente et première réunion sur ce thème, tenue en 1977 à Mar del Plata, en Argentine, et ce droit de l'homme, l'accès de tous à cette ressource essentielle à la vie et à la prospérité des populations, est toujours bafoué.

Aussi incroyable que cela puisse paraître, au XXIe siècle, plus de deux milliards de personnes dans le monde n'ont pas un accès garanti à l'eau. On estime que plus de 800 000 personnes meurent chaque année de maladies directement attribuées à une eau insalubre et à de mauvaises pratiques d'hygiène.

Pour les experts, cette réunion intervient à un moment essentiel, car le monde traverse une situation complexe et l'eau est au centre de presque tous les grands problèmes tels que le changement climatique, les migrations, la pauvreté, la santé et les conflits armés.

La pandémie de Covid-19 a montré les grandes inégalités qui existent à cet égard. Alors que l'hygiène était primordiale pour prévenir l'infection par la maladie causée par le nouveau coronavirus, tout le monde n'a pas été en mesure de s'y conformer.

Lorsque le virus a frappé le monde, trois personnes sur dix n'ont pas pu se laver les mains avec de l'eau et du savon, l'un des moyens les plus efficaces de prévenir la transmission du Covid-19 et d'autres maladies infectieuses, selon l'OMS, l'Organisation mondiale de la santé.

De plus, cette ressource étant essentielle à la production, une réduction de sa disponibilité pour diverses raisons entraîne un ralentissement de la croissance économique. Les organisations internationales estiment que les taux de croissance économique dans certaines régions pourraient diminuer jusqu'à 6 % du PIB d'ici 2050, en raison des pertes liées à l'eau dans les domaines de l'agriculture, de la santé et de la prospérité.

Dans ce contexte, la conférence des Nations Unies, qui devrait adopter le programme d'action pour l'eau, comprenant des engagements volontaires de la part des pays pour faire avancer les objectifs mondiaux liés au précieux liquide, revêt une grande importance.

Mais il est encore plus important que ces engagements soient rendus effectifs afin de garantir l'accès à l'eau potable pour tous, reconnu en juillet 2010 par l'ONU comme un droit de l'homme, essentiel à l'amélioration des conditions de vie.

Huit ans plus tôt, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a adopté l'Observation générale n°15 sur le droit à l'eau et à l'assainissement, dont l'article 11 établit que la prérogative de cette ressource est indispensable à une vie humaine digne.

Comme le soulignent les experts, l'accès à l'eau et la pauvreté sont étroitement liés, car sans eau, il n'y a pas de développement, et sans développement, il est impossible d'éradiquer la pauvreté.

---

https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/317498-lacces-a-leau-un-droit-pour-tous

Radio Habana Cuba